



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

finances et comptes publics

Question écrite n° 98342

Texte de la question

M. Jean-Jacques Candelier alerte M. le ministre des finances et des comptes publics sur le scandale du logiciel Sirius dédié à la gestion des personnels de Bercy. Alors que ce logiciel dont la création avait été décidée en 2006 pour une mise en service généralisée en 2014, il n'est toujours pas opérationnel et son lancement serait retardé à 2018. À force de retard, le logiciel devient obsolète et nécessite une nouvelle version ce qui contribue à faire gonfler la facture de sa mise en œuvre. La Cour des comptes estime pour sa part que le retour sur investissement sera quasi inexistant et que rien n'a été prévu pour identifier les gains tirés de sa mise en œuvre. Il désire savoir quelles sont les raisons qui ont entraîné un tel retard qui va pénaliser le budget de la Nation et comment il compte agir pour faire face à ce véritable gaspillage d'argent public.

Texte de la réponse

Le programme SIRHIUS, décidé mi-2007, porte la mutualisation des systèmes d'information ressources humaines (RH), des règles et des pratiques de gestion des directions du ministère de l'économie et des finances. Il implique également la transformation de l'organisation de la filière métier par la création de centres de services partagés RH-Paye. Le déploiement de SIRHIUS a commencé en 2013 et s'achèvera en juin 2018 avec la bascule de la direction générale des finances publiques (DGFIP) dont la préparation est très avancée. S'agissant du décalage par rapport aux jalons initiaux, il est rappelé que les jalons de SIRHIUS étaient issus d'un rétro-planning contraint par le calendrier du projet d'Opérateur national de paye (ONP), projet que le gouvernement a décidé d'abandonner en 2014. Volontaristes, ils ne tenaient pas suffisamment compte de la complexité du déploiement d'un système d'information ressources humaines et des modifications de l'organisation des services RH dans une administration à réseau. Aujourd'hui, l'application SIRHIUS assure depuis fin 2015 la gestion, le calcul indemnitaire et la préliquidation de la paye de 60 000 agents relevant du ministère de l'économie et des finances (MEF) et du ministère des affaires étrangères et du développement international (MAEDI). Par ailleurs, les directions concernées au sein du MEF (l'INSEE, l'Administration centrale, la DGDDI, la DGCCRF) et le MAEDI, ont d'ores et déjà mis en place leurs centres de services RH (CSRH). S'agissant de la DGFIP, les travaux de déploiement font l'objet d'un suivi très serré aussi bien sur le volet informatique que sur le volet organisationnel. La date de juin 2018 pour le déploiement de SIRHIUS est confirmée. La nouvelle organisation sera quant à elle mise en place à partir de 2019. L'application SIRHIUS est développée à partir de la version 7.2.0 du progiciel HR ACCESS publiée en 2010. Le ministère a choisi de poursuivre le développement et la généralisation de SIRHIUS sur la base de cette version dont la maintenance est garantie a minima jusqu'en 2019. Pour sécuriser la trajectoire de migration, le basculement de SIRHIUS sur la version 9 du progiciel HR ACCESS est prévu et doit être planifié. Il est signalé qu'une part importante des améliorations apportées dans le cadre de SIRHIUS sont reprises en standard dans la nouvelle version du progiciel. Le retour sur investissement est clairement mesuré dans le cadre d'exercices récurrents d'analyse de la valeur. Les gains relatifs au projet ministériel SIRHIUS sont conditionnés par le déploiement des centres de services RH (CSRH), le nombre et le dimensionnement des CSRH étant fondés sur une norme de productivité, ce qui constitue un net progrès par rapport à la situation antérieure. L'évaluation de 569 ETP économisés, dont

300 ETP à la DGFIP, est confirmée à horizon 2020. Cet objectif du projet est suivi sous l'autorité du secrétaire général du ministère de l'économie et des finances.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Jacques Candelier](#)

Circonscription : Nord (16^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 98342

Rubrique : Ministères et secrétariats d'état

Ministère interrogé : Finances et comptes publics

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [2 août 2016](#), page 7088

Réponse publiée au JO le : [7 mars 2017](#), page 2077